



# Etude des Marchés en lien avec la Sécurité Alimentaire au Tchad

## Tchad



Juin 2016

Données collectées entre janvier et  
février 2016



**World Food  
Programme**

## République du Tchad

### Etude des marchés en lien avec la sécurité alimentaire

Rapport préparé par : Allamine Alhabo, Malick Ndiaye, Allarabaye Madjioudal, Etienne Kississou

Données collectées en janvier et février 2016, rapport de juin 2016

© **Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce (SISAAP) du Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles**

Boulevard Général Mahamat Khamis Djongos, BP 441, Ndjamen, Tchad

© **Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)**

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

#### Pour plus d'informations, contacter:

Mr. Hassanty Oumar Chaïb, Coordonnateur National du SISAAP/FAO/Tchad [hassanty.chaib@gmail.com](mailto:hassanty.chaib@gmail.com)

Salif Sow, Conseiller Technique Principal, FAO, SISAAP/Tchad [Salif.sow@fao.org](mailto:Salif.sow@fao.org)

#### Bureau du PAM, Tchad

Mme. Mary-Ellen MCGROARTY, Représentante Directrice [mary-ellen.mcgroarty@wfp.org](mailto:mary-ellen.mcgroarty@wfp.org)

Malick Ndiaye, Chargé de Programme, Analyse de la sécurité alimentaire [Malick.ndiaye@wfp.org](mailto:Malick.ndiaye@wfp.org)

Tous les droits sont réservés. La reproduction et la diffusion de matériel dans ce rapport pour des utilisations éducatives et non commerciales ou autres peuvent se faire sans autorisation préalable des détenteurs des droits d'auteur à condition que la source des informations soit citée. La reproduction des informations du présent rapport pour la revente ou d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite des ayants-droit.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des communications, e-mail: [wfp.publications@wfp.org](mailto:wfp.publications@wfp.org) et au Coordonnateur National du SISAAP à l'adresse [hassanty.chaib@gmail.com](mailto:hassanty.chaib@gmail.com).

© WFP 2016

## Remerciements

La réalisation de cette étude a bénéficié de l'appui financier, technique et matériel de plusieurs institutions et personnes ayant participé activement à la conception, la formation, la collecte et la rédaction du présent rapport. Le SISAAP et ses partenaires FAO, FEWS NET, PAM remercient sincèrement le CILSS pour le support continu apporté aux pays membres pour la tenue des missions conjointes d'évaluation des marchés indispensables à la compréhension du fonctionnement des marchés et la planification des réponses humanitaires. Ils remercient aussi le bureau régional du PAM à Dakar pour son appui financier, technique et la mobilisation des partenaires pour l'organisation de l'étude de marchés en lien avec la crise dans la région du Lac Tchad et couvrant les quatre pays touchés par cette crise à savoir le Cameroun, le Nigeria, le Niger et le Tchad. Les remerciements vont aussi à l'endroit de tous les partenaires et les directions ministérielles qui se sont investis pour la tenue de cette étude.

Photo page de garde: WFP/ Denis MESNGAR

# Sommaire

Remerciements .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Résumé et points saillants.....	5
I. Contexte, objectifs et méthodologie.....	7
1. Contexte .....	7
2. Objectif .....	7
3. Méthodologie .....	8
4. Limites .....	9
5. Couverture géographique .....	10
6. Partenariat.....	12
7. Calendrier .....	12
II. Déroulement de la campagne agricole et son impact sur la production agricole et fourragère .....	12
III. Situation de sécurité alimentaire dans le pays .....	13
IV. Appréciation de la disponibilité actuelle en céréales et de bétail sur les marchés .....	15
1. Stock des commerçants.....	15
2. L'offre sur les marchés .....	15
3. L'offre du bétail .....	17
V. Demande des produits agricoles (céréales et autres vivriers) et de bétail .....	17
1. Demande des produits agricoles .....	17
2. Demande de bétail .....	18
VI. Evolution des termes de l'échange .....	19
VII. Flux commerciaux.....	20
VIII. Analyse de la saisonnalité des prix et de l'intégration des marchés.....	21
1. Tendance des prix du maïs et du mil sur certains marchés du Tchad.....	22
2. Volatilité des prix.....	23
3. Intégration des marchés.....	24
IX. Structure des marchés et compétitivité entre acteurs .....	25
1. Taille des marchés .....	25
2. Genre et marchés .....	25
I. Conditions de mise en place des programmes de transferts monétaires .....	27
1. Capacité des marchés.....	27

2. Accès au marché (physiques, entraves, type de route, etc.) .....	28
3. Contraintes à la bonne marche des activités commerciales .....	28
4. Capacité de réponse à une hausse de la demande .....	29
5. Coût et efficacité des transferts monétaires.....	30
Conclusion et recommandations.....	32

## Résumé et points saillants

La campagne agropastorale 2015/2016 a connu un démarrage tardif, des séquences sèches ainsi que l'arrêt précoce des pluies dans l'ensemble du pays. Cela a conduit à une baisse de la production céréalière de 11% par rapport à l'année dernière et de 9% par rapport à la moyenne quinquennale. La plupart des régions de la bande sahélienne ont enregistré des baisses importantes du niveau de la production agricole par rapport à la moyenne quinquennale.

L'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire menée en octobre 2015 par le SISAAP et ses partenaires PAM, la FAO indiquait une situation alimentaire préoccupante due en grande partie aux effets de la mauvaise campagne agricole. En effet, l'enquête a révélé qu'environ un quart de la population tchadienne est en insécurité alimentaire dont 6% sont affectées par la forme sévère.

L'analyse des données de l'enquête ainsi que les données secondaires montre clairement que le fonctionnement des marchés céréaliers et celui du bétail a été perturbés cette année par deux facteurs majeurs qui se sont mutuellement renforcés : la baisse de la disponibilité locale résultant de la baisse de production agricole a joué sur le niveau de l'offre céréalière et la crise « Boko Haram » dans toute la sous-région du Lac Tchad (Cameroun, Nigeria, Niger et Tchad) a entraîné une perturbation des échanges entre le Tchad et ses trois voisins. Cette crise sécuritaire a eu un impact négatif sur l'approvisionnement en produits importés et réduit les opportunités d'exportation du bétail depuis plus deux ans.

Les stocks commerciaux sont en dessous du niveau normal et celle de l'année dernière à la même période. Les faibles disponibilités n'ont pas permis aux commerçants de reconstituer convenablement leurs stocks. Cela a aussi joué sur l'offre qui par ailleurs a été assez perturbée par l'ensemble des mesures prises par les autorités en lien avec la situation sécuritaire, en particulier dans le sahel ouest. On note par conséquent une présence des hommes en tenue à l'entrée de certains marchés (exemple de Bol) dans la région du Lac qui effectuent des fouilles dissuadant de nombreux producteurs qui souhaiteraient offrir leur produits sur les marchés. On note aussi un renchérissement des coûts de transactions (racket des agents) résultant de la mise en place de plusieurs postes de contrôle le long de grands axes routiers. Parmi les facteurs ayant le plus eu d'impact sur les activités commerciales, l'insécurité a été évoquée par une grande partie (un tiers) des commerçants exerçant dans la région du Lac.

Bien que le niveau de stock des commerçants soit bas comparé à celle de l'année dernière, un commerçant sur deux se dit capable de répondre à une hausse de la demande dans un délai relativement court allant d'une à deux semaines au plus. Par ailleurs, la plupart des marchés situés le long des axes bitumés (N'Djamena, Mongo, Abéché) ont l'opportunité de se réapprovisionner tout le long de l'année sur d'autres marchés si les disponibilités existent accroissant leur capacité à répondre rapidement à une hausse de la demande.

Suite à la baisse de la disponibilité locale et les risques liés à la situation sécuritaire dans le Lac, les échanges avec le Cameroun, notamment sur le maïs et sorgho ce sont renforcés et ce, depuis deux ans. Ces flux alimentent autant les marchés du sud (Moundou par exemple) que ceux du sahel ouest (Hadjer Lamis, Lac, Kanem, Barh El Gazal) et centre (Batha).

La réduction des exportations du bétail vers le Nigeria a entraîné une hausse de l'offre de bétail sur les marchés locaux alors même que la demande intérieure est en baisse. Cet effondrement de la demande a conduit à une baisse des prix depuis deux ans. Les termes de l'échange bétail - céréale a ainsi connu une baisse sous l'effet conjugué d'une baisse de prix des animaux et une hausse de prix des céréales.

L'analyse des données a aussi montré qu'il y a des facteurs structurels qui ont un impact durable sur le bon fonctionnement des marchés. La faible présence des établissements bancaires dans la plupart des régions limite l'accès au crédit formel par de nombreux commerçants exerçant dans le domaine. Ainsi donc, la faible capacité de financement des activités par les commerçants, en particulier sur les marchés secondaires, les conduit à approvisionner les marchés en flux tendus entraînant des hausses brusques des prix quand la demande vient à augmenter. Par ailleurs, la faible capacité de financement du commerce céréalier limite l'arbitrage que ces commerçants pourraient faire en transportant rapidement les céréales sur les marchés excédentaires vers leurs marchés pour faire face à un accroissement de la demande. La faible intégration des marchés céréaliers tchadiens, de manière générale et des marchés secondaires en particulier, résulterait en partie de ce faible niveau d'arbitrage.

Bien que la production agricole soit en baisse dans le pays, certains marchés disposent de potentialités pour accueillir les programmes de transferts monétaires. En effet, le niveau de stock relativement bon sur certains marchés, notamment à Bol, Baga Sola, Mao, Moussoro, Mongo, Abeche, Biltine, Moundou, combiné à une bonne capacité de réponses de certains acteurs constitue des éléments importants qui orientent la mise en place des programmes de transferts monétaires. De plus, l'analyse de Valeur Alpha<sup>1</sup> montre que les marchés sont plus compétitifs pour la réponse humanitaire que les distributions générales de vivre sur certains marchés étudiés. Toutefois, il serait risqué de développer des programmes de transferts monétaires dans les zones où la demande est davantage axée sur des marchés secondaires.

---

<sup>1</sup> La valeur alpha exprime le rapport des prix d'un panier alimentaire sur le marché local au coût de la distribution des mêmes denrées en aide alimentaire

# I. Contexte, objectifs et méthodologie

## 1. Contexte

La campagne agropastorale 2015/2016 a connu un démarrage tardif dans l'ensemble du pays. Les cumuls pluviométriques enregistrés du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 2015 sont inférieurs à ceux de la normale (1981-2010) dans la plupart des postes pluviométriques suivis. Les déficits les plus prononcés sont enregistrés dans la zone soudanienne. Cette situation pluviométrique caractérisée par l'installation tardive, des séquences sèches ainsi que l'arrêt précoce a entraîné des baisses des rendements en grande partie dans la zone sahélienne. Cela a conduit à une baisse de la production céréalière de 11% par rapport à l'année dernière et de 9% par rapport à la moyenne quinquennale. Les baisses les plus marquées par rapport à la moyenne des cinq dernières années ont été enregistrées dans les régions du Kanem (54%), Batha (51%), Sila (31%), Wadi Fira (31%), Bahr El Ghazal (27%), Guera (25%) et Mayo Kebbi Ouest (21%). La baisse de la disponibilité qui en résulte a eu un impact sur les marchés, en particulier le marché céréalière et celui du bétail.

Le niveau d'approvisionnement des marchés céréalières a connu une baisse comparée à la même période l'année dernière. Aussi, les conflits dans les pays voisins (Nigeria, RCA, Cameroun et Libye) limitent la fluidité des échanges (des denrées alimentaires, produits agricoles et d'élevage), entravant l'approvisionnement normal des marchés.

Les cours des céréales sèches, pendant le mois d'octobre 2015, sont restés élevés avec une tendance à la baisse dans la zone sahélienne Est, alors qu'en zone soudanienne et sahélienne Ouest elle est en hausse.

Par ailleurs, la région du Lac connaît une situation humanitaire difficile engendrée par une situation sécuritaire alarmante. Les déplacements de populations continuent. Ces populations déplacées sont estimées à plus de 90 000 personnes. Des kamikazes ont visé des positions militaires ainsi que des zones de rassemblements de civiles comme les marchés et les sites de déplacés. Jusqu'en octobre 2015, des explosions dans les marchés, villages et communautés locales. Depuis, les mesures sécuritaires prises par le Gouvernement ont permis de contenir la situation.

Dans ce contexte, le gouvernement et les partenaires techniques et financiers sont appelés à assister dans les mois à venir les populations vulnérables dont les besoins ont été identifiés par les évaluations récentes, dont celle du Cadre Harmonisé. Les types d'assistance à fournir dépendront largement du fonctionnement des marchés. Ainsi, comprendre les conditions du marché et leur capacité à absorber des interventions axées sur les marchés s'avère crucial.

## 2. Objectif

L'objectif global de l'étude de marchés est de collecter les données liées à la structure, au fonctionnement et la dynamique des marchés du Tchad, d'analyser et de faire ressortir les anomalies et leurs impacts probables sur la sécurité alimentaire des ménages. Cette étude globale permet par ailleurs de répondre aux besoins de planification de la réponse humanitaire au Tchad, principalement dans la bande sahélienne.

De manière spécifique, l'étude conjointe a pour objectifs de :

- Collecter les données sur les disponibilités alimentaires et leurs impacts sur le fonctionnement des marchés ;
- Analyser l'accessibilité des populations aux produits alimentaires à travers les marchés ;
- Relever et analyser les implications des mesures politiques prises par le Tchad sur la fluidité des échanges transfrontaliers et l'approvisionnement régulier des marchés notamment les impacts des opérations de reconstitution de stocks de céréales et des achats institutionnels ;

- Evaluer les possibilités des achats locaux des vivres et/ou des transferts monétaires.
- Apprécier le fonctionnement des marchés frontaliers avec les pays limitrophes du Tchad : Soudan, Cameroun, RCA, Nigeria ;
- Analyser le cas spécifique des perturbations des marchés dans la zone du Lac Tchad ;
- Analyser, les prix et l'évolution des termes de l'échange bétail-céréales dans la zone pastorale et les termes d'échanges céréales et produits de rente et leur implication sur l'accessibilité alimentaire des ménages, en particulier les plus pauvres ;
- Dégager les perspectives alimentaires et les stratégies d'adaptation des populations en fonction des moyens d'existence tenant compte de leur implication sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pauvres ; et
- Répondre aux besoins urgents de planification de la réponse humanitaire au Tchad, en particulier dans la région du Lac.

### 3. Méthodologie

La présente étude utilise les données secondaires constituées par la série des prix des céréales, issues des relevés du SIMPA, de la FAO, de FEWS NET et du PAM et les données primaires issues des entretiens avec les commerçants pris individuellement, des informateurs clés sur les marchés et les transporteurs. La série des prix est exploitée pour l'analyse des tendances des prix et l'intégration des marchés. Ces séries couvrent une période de cinq ans.

La méthodologie de collecte des données primaires auprès des commerçants sur les marchés s'est basée sur le 'Trader Survey Guidance' élaboré par le PAM (2009). Les outils de collecte de données sont composés :

- d'un questionnaire « marchés » utilisé pendant les discussions de groupe avec les commerçants. Le questionnaire "marchés" a le plus souvent été rempli avec les membres de l'association des commerçants, de la chambre de commerce de chaque localité visitée. Pour ce questionnaire, un seul entretien est requis par marché;
- d'un questionnaire « commerçants » individuel pour les grossistes, collecteurs et détaillants identifiés de façon aléatoire sur les marchés. Sur chaque marché, lorsque le nombre le permet, les équipes devaient chercher à visiter 5 grossistes et 10 détaillants – collecteurs.;
- d'un questionnaire « transporteurs » est rempli avec des transporteurs opérant sur le marché enquêté ;

Les trois questionnaires (marchés, transporteurs et commerçants) ont été administrés directement à travers des tablettes (smartphones). Les agents enquêteurs ont été préalablement formés à la compréhension du contenu de chaque outil, aux techniques d'enquête et à la manipulation des smartphones. Les entrevues ont été conduites dans les principaux marchés avec les commerçants, les transporteurs en vue d'apprécier les informations sur l'accessibilité des denrées alimentaires, leur disponibilité et le mode d'approvisionnement des commerçants. Environ 80 agents et experts en tout ont été déployés sur le terrain pour la collecte des données. Au total, quatre équipes composées d'environ 5 à 7 personnes ont réalisées l'exercice lors de la première phase, chaque équipe couvrant une région. Cette première partie de l'exercice s'effectue dans le cadre de la mission sous régionale conduite en lien avec les conflits Boko Hara, dans la région du Lac<sup>2</sup>. La deuxième phase a été réalisée par sept équipes comprenant aussi entre 5 à 7 agents. Elle s'inscrit dans le cadre de la mission du CILSS. Une équipe de coordination technique et de supervision globale (SISAAP/DPAS/FAO/FEWS NET/CILSS/PAM) a été mise en place pour assurer la supervision de la collecte, l'analyse des données, la coordination du rapport global et la diffusion des informations.

---

<sup>2</sup> Cette mission couvre 4 pays à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

Les données primaires ont été exploitées sur le logiciel SPSS et la plupart des tableaux et graphiques présents dans ce rapport ont été réalisés grâce au logiciel EXCEL.

Tableau 1 : Taille de l'échantillon

Type de questionnaire	Nombre par marché	Nombre total obtenu
Transporteur	1	130
Commerçant	15 (5 grossistes et 10 détaillants)	1 465
Marché	1	130

L'évaluation s'est appuyée également sur les sources de données secondaires et l'appui des experts du SISAAP/SIMS/FAO/FEWSNET/PAM/ONGs afin d'identifier les principaux marchés locaux et transfrontaliers à visiter. Au niveau de chaque marché retenu, des interviews ont été également réalisées avec des informateurs clés (institutions spécialisées du gouvernement, représentants de chambre de commerce, Association des producteurs, autorités locales et chefs coutumiers, les commerçants, etc.).

Deux filières locales et une filière de produit importé composent les filières d'intérêts pour cette évaluation. Selon les zones ou régions, il peut s'agir de mil, sorgho, maïs, riz local ou importé selon leur importance dans la consommation ou la production locale. Sur les marchés de l'ouest, les produits concernés sont le mil et le maïs pour les produits locaux et le riz importé.

Tableau 2 : Filières concernées l'étude

Region	Filières céréales locales	Filières produits importés
Barl El Gazal	Mil et maïs	Riz importé
Hadjer-Lamis		
Kanem		
Lac		
Tandjilé	Mil et riz local	
Batha	Mil et sorgho	
Bet		
Chari-Baguirmi		
Guéra		
Logone Occidentale		
Logone Orientale		
Mandoul		
Mayo-Kebbi Est		
Mayo-Kebbi Ouest		
Moyen-Chari		
Ouaddaï		
Salamat		
Ville de N'Djamena		
Wadi Fira		
Sila		
<b>Ensemble</b>	<b>Mil, sorgho et maïs</b>	<b>Riz importé</b>

#### 4. Limites

La formation des agents enquêteurs, la collecte des données grâce aux smartphones et toutes les précautions prises pour assurer le suivi au jour le jour de la collecte ont permis certes de limiter les

biais de compréhension et de saisie mais comme dans toutes les enquêtes celle-ci n'est pas exempte de biais. Mais la qualité des réponses fournies par les enquêtés reste un élément qui échappe à ces contrôles et peut affecter les résultats de cette étude. Par ailleurs, la liste des marchés et le profil des commerçants à enquêter ont été arrêtés de manière raisonnée donc ne saurait être vu comme un échantillon représentatif pour l'ensemble du pays.

## 5. Couverture géographique<sup>3</sup>

Cette évaluation globale couplée à l'étude des marchés a couvert l'ensemble des régions du pays (22 régions). Elle s'est déroulée en deux phases de collecte, organisées en janvier (sahel ouest) et février (reste du pays). Au total 131 marchés, selon la liste préétablie, ont été visités dans les 22 régions. La carte suivante présente les marchés couverts lors des deux phases de collecte :

---

<sup>3</sup> Sahel ouest: Lac, Kanem, Barh El Gazal, Hadjer Lamis

Sahel est : Wadi Fira, Ouaddai, Sila, Salamat

Sahel Centre: Batha, Guera, Chari Baguirmi

Zone soudanienne: Mayo Kebbi Est et Ouest, Logone Oriental et Occidental, Tandjile, Mandoul, Moyen Chari



## 6. Partenariat

Compte tenu de l'importance du marché dans l'analyse de la sécurité alimentaire et de son rôle crucial en matière de réponse humanitaire, le Ministère de l'Agriculture, à l'instar de l'enquête nationale de sécurité alimentaire, a institutionnalisé les études de marchés. Depuis deux ans, celle-ci est jumelée avec la mission conjointe d'évaluation des marchés et de la sécurité alimentaire. Une équipe de coordination composée du SISAAP, FAO, FEWS NET, PAM et dirigée par le SISAAP assure la coordination de toutes les évaluations en matière de sécurité alimentaire dont l'étude des marchés.

La première phase de l'étude a été financée par le bureau régional du PAM à Dakar qui a aussi participé à la formation des agents. Y sont fortement impliqués la DPAS, la SODELAC et ACTED. La deuxième phase a bénéficié de l'appui technique et financier du SISAAP et ses SPI, FAO, FEWS NET, PAM, ACTED, CILSS.

## 7. Calendrier

La collecte des données primaires a eu lieu du 15 au 23 janvier pour la première phase puis du 31 janvier au 13 février 2016 pour la deuxième phase. La première phase qui a couvert quatre régions du sahel ouest (Lac, Kanem, Barh El Gazal, Hadjer Lamis) a été conduite dans la problématique de la crise « Boko Haram » dans la région du Lac et a couvert quatre pays (Cameroun, Nigéria, Niger et Tchad). La deuxième phase a couvert le reste du pays et vise à compléter la disponibilité des informations sur l'ensemble du pays.

## II. Déroulement de la campagne agricole et son impact sur la production agricole et fourragère

Le déroulement de la campagne agropastorale 2015-2016 a été marqué par une installation tardive et une mauvaise répartition des pluies entraînant un impact négatif sur la production agro pastorale. Globalement la production céréalière définitive de la campagne 2015/2016, estimée à 2 452 528 tonnes, a connu une baisse significative de 11% par rapport à l'année précédente (2 748 668 tonnes) et de 9% par rapport à la moyenne des 5 dernières années (2 687 408 tonnes). Comparée à la moyenne quinquennale, la production céréalière de cette année est similaire à celle de 2009-10 et 2011-12 qui étaient les deux années où la baisse de la production agricole a impacté très négativement sur la situation alimentaire au Tchad.

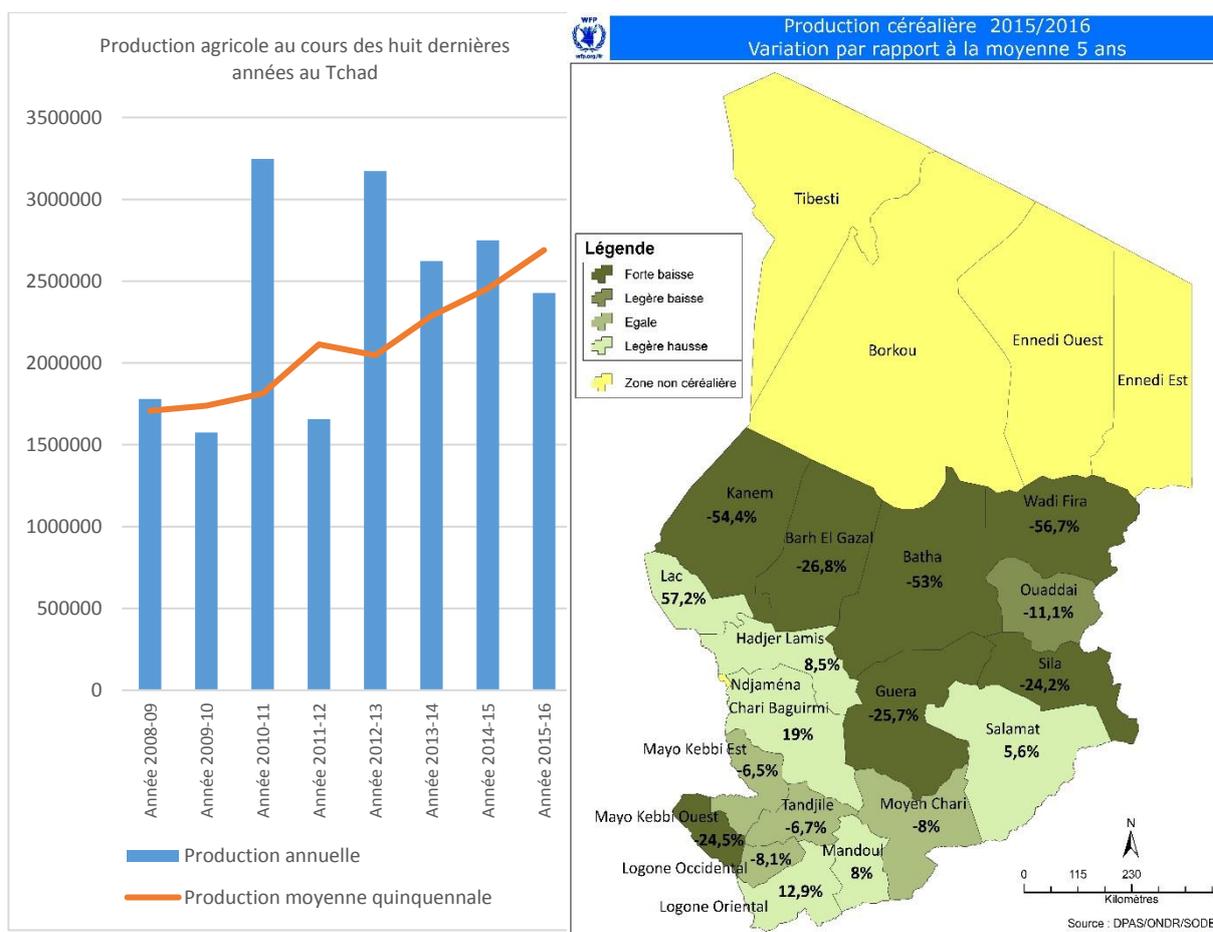
Toutefois, des disparités existent à l'intérieur du pays. En effet, la production céréalière brute a davantage baissé dans la zone sahéenne ou le retard dans l'installation des pluies et sa mauvaise répartition dans le temps a fortement affecté les emblavures et les rendements. Les régions du Batha (-53 pourcent), Kanem (-54 pourcent), Sila (-24 pourcent), Wadi Fira (-57 pourcent), Bahr El Ghazal (-27 pourcent), Guéra (-26 pourcent) sont les plus affectées par la baisse comparée à la moyenne quinquennale. Malgré la situation d'insécurité liée aux exactions de la secte Boko Haram en particulier dans le département de Mamdi, la production céréalière dans le Lac a connu une hausse de 46% sous l'influence d'une forte hausse enregistrée dans le département de Wayi. Dans la zone soudanienne, les conséquences de la mauvaise répartition des pluies sont en gros relativement faibles. La baisse la plus importante de 24.5 pourcent a été observée dans la région de Mayo Kebbi ouest alors qu'elle est faible pour le reste des régions de la bande sahéenne.

La production des racines et tubercules, estimée à 258 373 tonnes a aussi baissé de 18 pourcent et 50 pourcent respectivement par rapport à celle de l'année dernière et la moyenne des 5 dernières

années. Par ailleurs, la production des oléagineux, estimée à 872 762 tonnes a elle aussi enregistré des baisses respectives de -12 pourcent et -19 pourcent par rapport à celle de l'année dernière et à celle de la moyenne des cinq dernières années.

Le mauvais déroulement de la campagne agropastorale 2015-2016 a aussi eu un impact sur la disponibilité du pâturage et des points d'eau. Dans la bande sahélienne, dès février 2016, il a été observé une dégradation continue des pâturages et un tarissement précoce des eaux de surface (mares, bas-fonds et Wadi) entraînant une soudure pastorale précoce.

Carte et graphique 2 : Evolution de la production agricole au cours des huit dernières années et variation de la production agricole de 2015/2016 comparée à la moyenne quinquennale



Source: DPSA, Mars 2016

### III. Situation de sécurité alimentaire dans le pays

En octobre 2015, une **Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire** a été menée par le PAM, la FAO et leurs partenaires gouvernementaux. Les résultats de l'enquête ont confirmé les préoccupations sur les effets de la mauvaise campagne agricole sur la sécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire est très élevée dans les régions ayant enregistré un déficit de précipitations, avec des déficits de la biomasse et / ou une baisse importante de la production agricole.

Environ un quart de la population est en insécurité alimentaire dont 6% sont affectés par la forme sévère. Les taux les plus élevés de l'insécurité alimentaire sont observés dans la bande sahélienne

particulièrement dans le Bar El Ghazal (85.3%), le Sila (54.8%), le Guera (54.03%), le Batha (51.63%) et le Wadi Fira (46.49%). Dans la bande soudanienne les taux les plus élevés sont observés dans le Logone Oriental (31.36%) et le Mayo-Kebbi ouest (28.12%).

Les résultats de cette enquête révèlent que plus de trois ménages sur quatre au Tchad dépendent de la production agropastorale comme principale source de revenus et de nourriture. La baisse de la production agricole et le prolongement de la période de soudure ont poussé les ménages à recourir à des stratégies d'adaptation telles que l'emprunt de nourriture, la réduction du nombre de repas et la vente d'animaux plus que d'habitude. L'utilisation de telles stratégies augmente la vulnérabilité des ménages sur le long terme avec des conséquences accrues sur la malnutrition. Au moins un ménage sur deux utilise des stratégies basées sur les moyens d'existence, contre un tiers en 2014. Plus d'un tiers des ménages dépensent plus de 75% de leur budget à l'alimentation, ce qui fait que les ménages ont moins d'argent disponible pour la santé, l'éducation et d'autres dépenses.

Les résultats de la **SMART** de novembre 2015 confirme une détérioration de la situation nutritionnelle dans les zones les plus touchées par les déficits de production. Les taux de malnutrition chez les moins de cinq ans dépassent les seuils d'urgence de l'OMS avec une prévalence supérieure à 15 pour cent dans les régions du Bar El Ghazal, Batha, Guéra, Hadjer Lamis, et Ouaddaï. Dans toutes les autres régions du Sahel, la situation nutritionnelle peut-être classifiée comme grave (prévalence supérieure à 10 pourcent).

L'analyse consensuelle de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, utilisant le **Cadre Harmonisé**, qui est basée une combinaison d'indicateurs de la consommation alimentaire de la nutrition et des moyens d'existence confirme également la détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle au Tchad. En effet, les résultats du Cadre Harmonisé font ressortir qu'en décembre 2015, 461 000 personnes ont besoin d'une assistance alimentaire ou humanitaire dont les 383 000 personnes sont dans la zone sahélienne.

Selon toujours, l'analyse du **Cadre Harmonisé**, si aucune action n'est prise, les populations affectées pourraient atteindre 941 000 personnes dont 794 000 sont dans la zone sahélienne, au cours de la prochaine période de soudure (Juin à Août 2016).

La détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est à craindre à cause de la combinaison de plusieurs facteurs:

- ✓ Une soudure pastorale précoce et difficile en raison des déficits fourragers et l'effondrement des prix du bétail;
- ✓ Une détérioration continue des termes de l'échange à cause d'une dégradation attendue de l'état du bétail et des hausses des prix des céréales sur les marchés;
- ✓ Un risque d'épizootie à cause des mouvements de transhumance perturbés par l'insécurité dans la région du Lac;
- ✓ Une campagne de contre saison qui pourrait être compromise dans certaines zones productrices à cause des déficits pluviométriques et de la situation sécuritaire dans le Lac.
- ✓ Un accroissement du nombre de personnes réfugiées et déplacées dans la région du Lac à cause de l'insécurité civile

Cette détérioration sera plus aigüe dans la bande sahélienne mais également dans les régions du Sud qui ont enregistré une production agricole déficitaire.

## IV. Appréciation de la disponibilité actuelle en céréales et de bétail sur les marchés

### 1. Stock des commerçants

Il a été demandé aux commerçants d'estimer le stock qu'ils détiennent actuellement sur le marché. Sur la base de la déclaration de ceux-ci, il a été procédé au calcul du stock moyen par région et par zone agro écologique.

L'analyse montre qu'en zone soudanienne, les stocks commerçants des céréales sont relativement importants pour la plupart des marchés visités. Les stocks varient entre 126 tonnes dans la Tandjilé à 877 tonnes dans le Mandoul. Ces stocks seront renforcés par la récolte du sorgho de contre saison (bérébéré) attendue en mars 2016. Cependant, le niveau des stocks sur le marché de Lai dans la région de Tandjile (tant pour le riz que les autres céréales) est faible à cause de la faible production agricole locale et à la stratégie des commerçants grossistes qui stockent et attendent la période de soudure pour la mise sur les marchés. Il se situe entre 50 et 60 pourcent de la capacité de stockage disponible sur les marchés les plus importants (Moundou, Sarh, Doba, Koumra).

Cependant, il convient de noter que les stocks de céréales, d'arachide, sésame et de niébé observés sur certains marchés de la zone soudanienne (Pala, Pont Carol, Léré) bien qu'importants, ne sont que des stocks transitoires destinés aux principaux marchés de consommation du pays, en particulier ceux du N'Djamena et du Cameroun.

En zone sahélienne, le niveau des stocks commerçants est relativement important dans la plupart des marchés, mais il est en baisse par rapport à son niveau habituel et celui de l'année dernière. Les commerçants pourront renforcer leurs stocks céréaliers avec les récoltes du sorgho de décrue à partir de mars et celles du maïs dans la région du Lac. Le rallongement des sources d'approvisionnement, la faible capacité de financement du stockage (les commerçants financent eux-mêmes la constitution de stock), le renchérissement des coûts de transaction (les mesures de sécurité engendrent des coûts pour les commerçants), et la hausse de la demande (besoins des ménages déficitaires et des populations déplacées) constituent les déterminants qui ont influencé à la baisse les niveaux des stocks.

### 2. L'offre sur les marchés

Le niveau de disponibilité et l'offre sur les marchés est variable d'une année à l'autre en fonction de la variabilité interannuelle de la production agricole de chaque région. Elle varie aussi en fonction des habitudes et des opportunités que chaque marché a, à s'approvisionner sur d'autres marchés où la disponibilité est bonne.

Dans le Sahel Ouest (Lac, Kanem, Barh El Gazal, Hadjer Lamis), le niveau d'approvisionnement des marchés, en particulier pour le maïs, dépend de la disponibilité et de la fluidité des échanges avec les marchés de la région du Lac qui constitue la première zone de production au Tchad. Le niveau d'offre des céréales est globalement moyen dans la zone bien que la production céréalière brute soit en hausse par rapport à l'année dernière et la moyenne quinquennale. En effet, des baisses ont été observées sur les plus importants marchés de consommation et de production/regroupement de la zone tels que Bol, Bagasola, Massakory, Gama, Bokoro, Moussoro. Cette baisse de l'offre peut être liée aux impacts des conflits et aux mesures de sécurité (fouille à l'entrée des marchés, les barrières

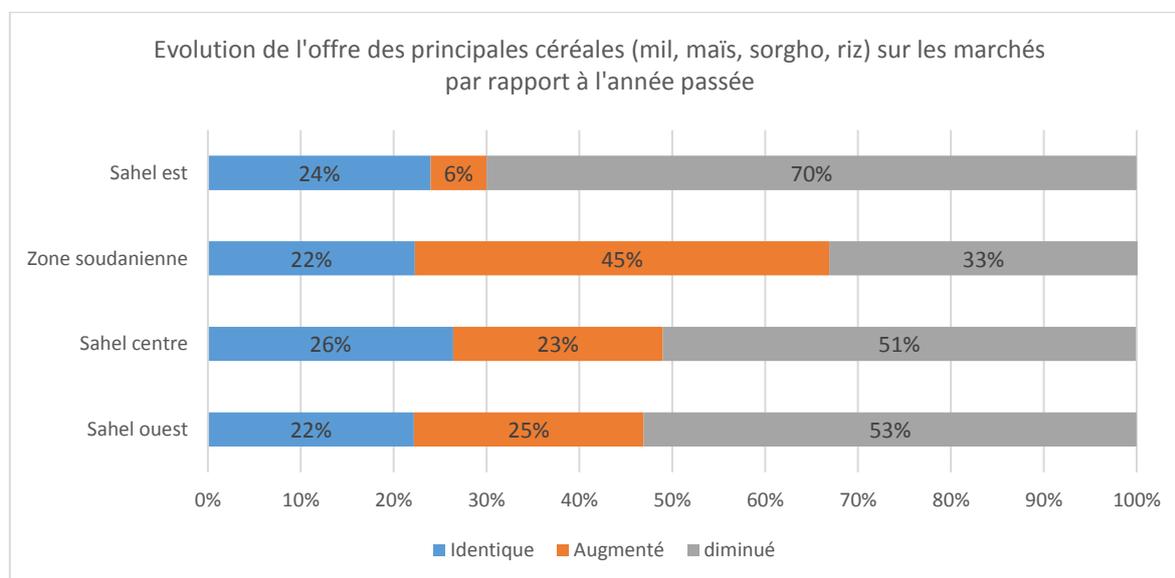
sur les routes et destruction des marchés primaires) et la baisse de la production dans les régions du Kanem et Barh El Gazal bien que structurellement déficitaires.

Bien que les conflits aux frontières du pays (Libye, Niger, Cameroun, Nigéria) aient pu entraver les échanges commerciaux entre le Tchad et ses voisins, on note qu'une quantité importante des produits alimentaires importés du Soudan (farine de blé), de la Libye (farine de blé, les pâtes alimentaires) et du Cameroun via N'Djamena (riz importé) sont présents sur les différents marchés.

L'offre du sésame, de l'arachide et du Niébé, principales cultures de rente est aussi en baisse comparée à celle d'une année normale (moyenne quinquennale) et de l'année dernière à cause de la baisse de production.

Dans le Sahel centre couvrant les régions administratives du Batha, Chari Baguirmi, Guera, l'offre des céréales constatée est moins importante par rapport à celle de l'année dernière et à une année normale sur les principaux marchés que sont Ati, Oum Hadjer, Dourbali, Massenya, Mangalmé. La baisse est due à la mauvaise production agricole enregistrée en particulier dans la région du Batha (-53 pourcent). En 2015, l'onde de crue limitée du fleuve Batha a réduit les superficies et entraîné une baisse de la production du sorgho de décrue (béré béré) de plus de 50 pourcent dans le département de Fitri (région du Batha). Or, cette production vient renforcer la disponibilité céréalière sur les marchés à partir de mars/avril ce qui fait craindre des baisses plus importantes dans les mois prochains. Pour ce qui concerne le Guéra et le Salamat, l'offre est globalement moyenne à l'heure actuelle, exception faite de à Bitkine et Melfi où elle est en hausse. Cette situation pourra s'améliorer avec la récolte du bérébéré en cours mais en termes de disponibilité céréalière, elle restera faible dans la région du Guéra comparée à l'année dernière ou une année normale.

Graphique 3 : Offre de principales céréales étudiées



Source: Analyse données marchés

Dans le Sahel Est du Tchad (Ouaddaï, Sila et Wadi Fira) l'offre actuelle est moyenne par rapport à une année normale dans les zones de production, tandis que dans les zones de consommation elle est inférieure à celle d'une année normale. L'offre diffère généralement d'un marché à l'autre mais elle est globalement plus faible que sur la plupart des autres marchés du pays. Les marchés d'Abéché,

Kerfi, Adré et Biltine présentent en effet une offre assez importante, suite à un approvisionnement issu des différents marchés de regroupement. Toutefois, le niveau d'offre sur ces marchés est inférieur à celle de l'année dernière.

Dans la zone soudanienne, l'offre en céréales est globalement moyenne par rapport à une année normale et nettement meilleure que sur les autres régions du pays. Elle est constituée principalement des produits locaux. Toutefois, quatre marchés sur dix dans la zone ont enregistré une baisse de l'offre par rapport à 2015 mais variable aussi en fonction des types de céréales. Au Mayo-Kébbi Est et dans la Tandjilé, l'offre du riz et du maïs est en baisse par rapport à son niveau habituel et par rapport à l'année passée à cause de la baisse de la production.

### **3. L'offre du bétail**

Depuis près de deux ans, les opportunités d'exportations du bétail sont réduites à cause de la situation sécuritaire instable aux frontières avec le Nigéria mais aussi avec la Libye. Cette situation a engendré une hausse de l'offre de bétail sur les marchés locaux.

L'offre des petits ruminants sur les marchés visités est en hausse comparée à celle de l'année dernière et celle d'une année normale. Dans les régions de forte baisse de production agricole, en raison de la baisse des termes de l'échange, les ménages pasteurs et agropasteurs mettent davantage de petits ruminants pour reconstituer leurs stocks en céréales. Aussi, à cause des déficits fourragers observés pendant l'hivernage, accentués par les feux de brousse sur les aires des pâturages, les éleveurs préfèrent vendre une partie de leur bétail avant qu'il ne perde leur embonpoint.

L'offre locale du gros bétail, est toujours en hausse sur les différents marchés par rapport à celle d'une année normale à cause de la faiblesse des exportations vers le Nigéria et la Libye

## **V. Demande des produits agricoles (céréales et autres vivriers) et de bétail**

### **1. Demande des produits agricoles**

La production agricole de la campagne 2015-2016 est globalement déficitaire au Tchad. La plupart des régions, en particulier celles du sahel ont connu des baisses importantes de production. Il est donc attendu une demande importante sur les marchés en raison du faible niveau des stocks des ménages et la demande des zones déficitaires.

Dans la bande sahéenne centre, la demande des céréales sur les différents marchés visités est moyenne à satisfaisante. Elle est en hausse par rapport à celle de l'année dernière et celle d'une année normale, particulièrement sur les marchés du Batha. Cette hausse de la demande s'explique par la baisse de la production agricole (pluviale et de décrue) et les mouvements de reconstitution des stocks alimentaires par les ménages agropasteurs. Par ailleurs, il faut noter que l'arrivée des orpailleurs dans la localité de Bitkine et Bokoro a fortement accru la demande en produit vivrier surtout les céréales et les produits manufacturés.

Spécifiquement dans le Sahel ouest, la demande de céréales dans les différents marchés visités est en hausse sur certains marchés par rapport à celle de l'année dernière et celle d'une année normale. Cette hausse de la demande s'explique par la baisse de la production agricole ayant réduit les stocks paysans et la reconstitution des stocks alimentaires par les ménages pastoraux. Toutefois, elle aurait pu être plus importante si les transactions n'ont pas été perturbées par les mesures sécuritaires en

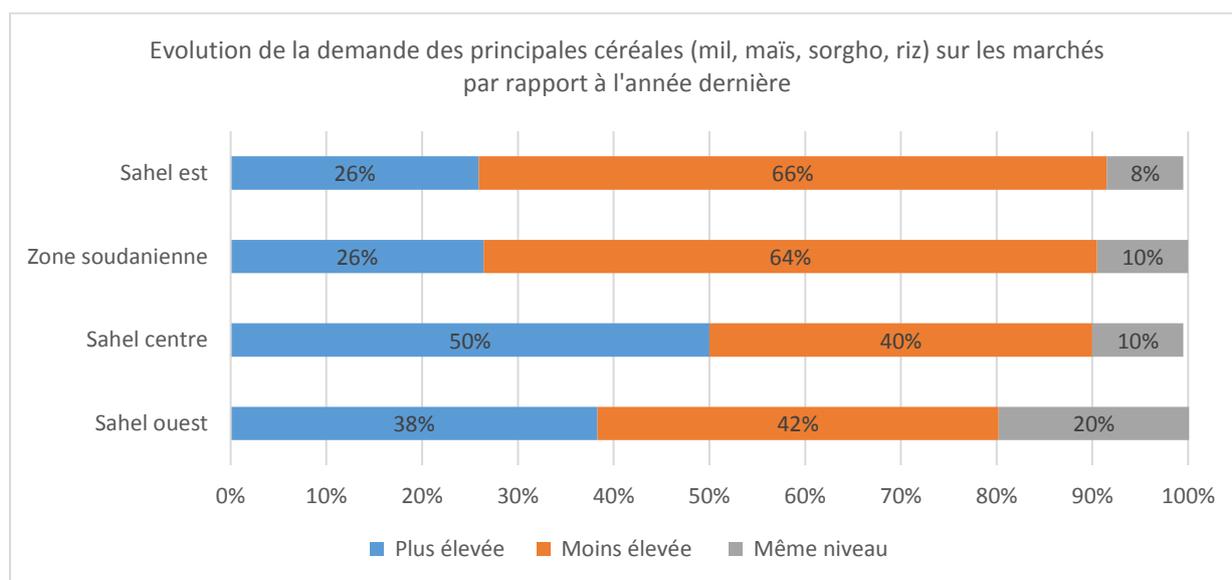
place et si le pouvoir d'achat de nombreux ménages locaux et en particulier celui des pasteurs n'avait pas baissé suite à la forte baisse des revenus du bétail.

Par contre dans la bande sahélienne Est où la plupart de ce groupe de population dépend entièrement des marchés, on note une baisse de la demande à cause du départ précoce de nombreux transhumants de la zone suite au manque de pâturage. Par ailleurs, le pouvoir d'achat de nombreux ménages locaux a baissé. En effet, l'arrêt des exportations du bétail sur pied qui en est à sa troisième année consécutive a entraîné un effondrement des prix dans les marchés.

Dans la bande soudanienne en particulier à l'Est, la demande est faible à cause du faible pouvoir d'achat des ménages dû à l'arrêt des chantiers de grands ouvrages dans cette zone et du niveau très bas du prix du coton aux producteurs.

Compte tenu de la mauvaise campagne, la demande institutionnelle n'est pas encore perceptible. En effet, la demande émanant de l'ONASA et des ONGs n'ont pas été signalé pendant la mission. En général, lorsque la disponibilité est bonne, l'ONASA réalise parfois des achats dans les zones de productions (Bol, Gama) autour du mois de janvier-février.

Graphique 4 : Demande de principales céréales étudiées



Source: Analyse données commerçant

## 2. Demande de bétail

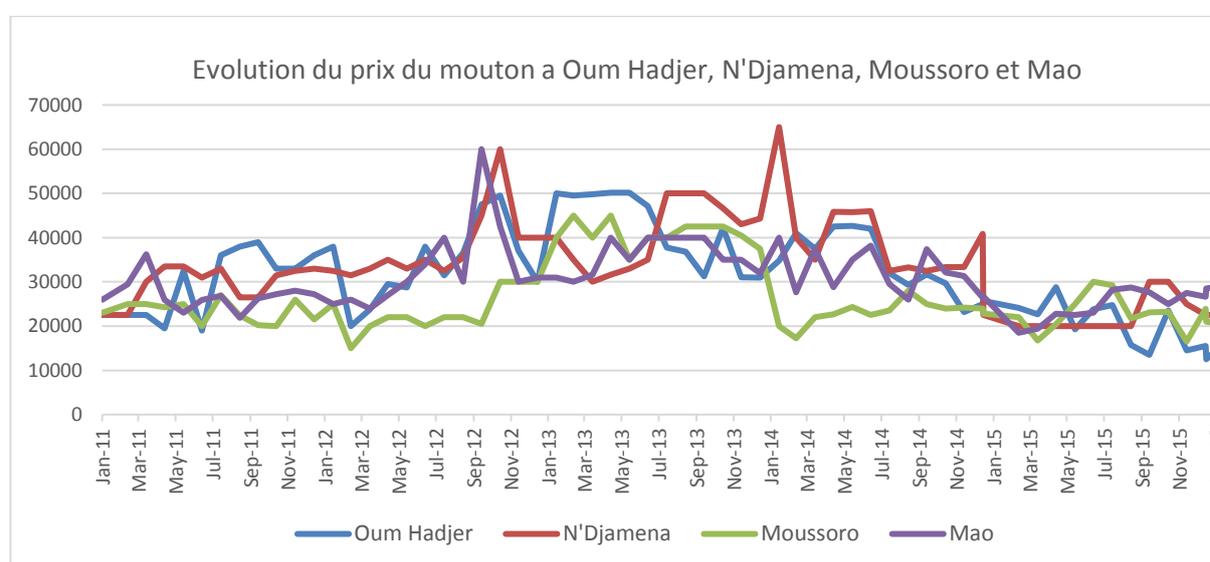
Deuxième produit d'exportation du Tchad, les commerçants rencontrés estiment que la demande du bétail sur les marchés est en baisse par rapport à l'année dernière et à celle d'une année normale à cause de la baisse de la demande extérieure, venant du Nigéria, principal pays d'exportation du bétail tchadien. En effet, l'insécurité causée par la secte boko haram entraînant la fermeture et/ou la limitation des échanges à la frontière avec le Nigeria et le nord du Cameroun, a réduit considérablement la demande extérieure. On note aujourd'hui un recul des flux sur les marchés de Massakory, Massaguet, Dourbali, Peni, N'Djaména, Bagassola, Fianga, Bol. Ces marchés qui constituent une interface de ces échanges estimés entre 700 et 2 000 têtes de bétail par semaine lors de l'étude de marché de février 2011 ne jouent plus ce rôle.

## VI. Evolution des termes de l'échange

En janvier 2016, l'offre du bétail, en particulier celle des petits ruminants est en hausse dans la plupart des marchés à cause des perturbations des exportations vers les pays voisins (Nigeria, Cameroun et Libye) liées à la fermeture des frontières et de la faible disponibilité des pâturages et le tarissement précoce des points d'eau.

Les prix des petits ruminants et des bovins ont baissé comparés à la moyenne quinquennale. Comme le montre le graphique ci-dessous, depuis le début de l'année 2013, le prix du mouton n'a cessé de baisser sur la plupart des marchés. La hausse de l'offre nationale conjuguée à une baisse de la demande extérieure mais aussi intérieure explique cette baisse des revenus tirés de la vente du bétail. Ces baisses des prix du bétail couplées à la hausse des prix des céréales contribuent à l'érosion des termes de l'échange (bétail/céréales) des ménages pasteurs et agropasteurs.

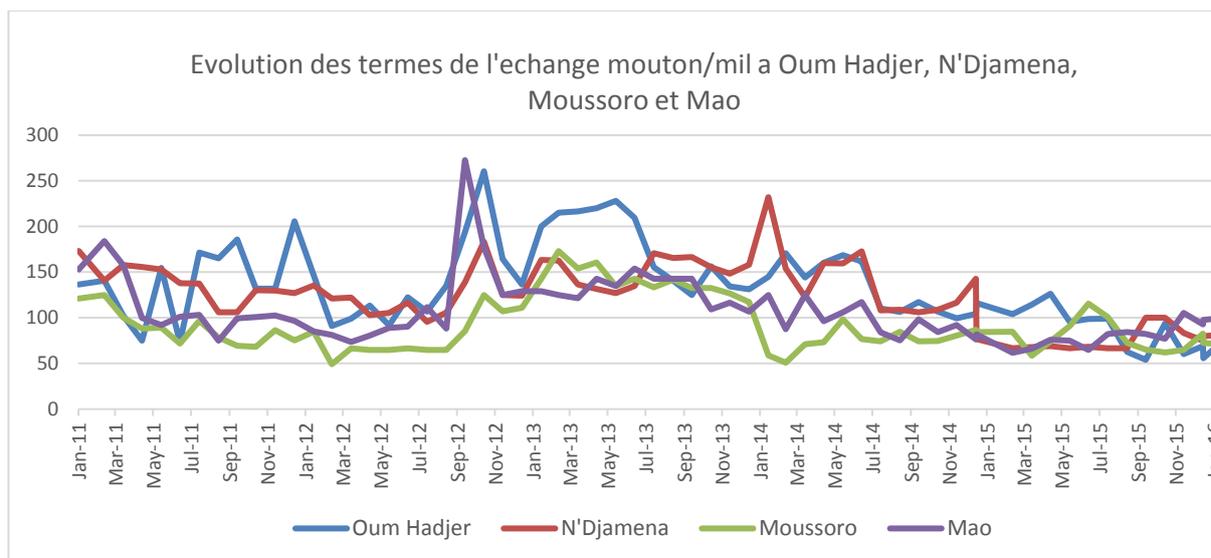
Graphiques 5 : Evolution des prix du mouton et des termes de l'échanges mouton / mil sur quelques marchés du Tchad



En effet, comparés à ceux de la moyenne des cinq dernières années, les termes de l'échange bétail/céréales sont en baissés de 37 pourcent à Oum Hadjer, de 35 pourcent à N'Djamena, de 28 pourcent à Moussoro, de 6 pourcent à Mao.

La détérioration des termes de l'échange (bétail/céréales) observées sur la plupart des marchés de la zone pastorale et agropastorale, réduit la capacité d'achat des ménages éleveurs et agropasteurs et limitent leur accès aux aliments. Par exemple, à Oum Hadjer, la vente du mouton rapporte 91 kg de mil en février 2016 contre 144 par rapport à la moyenne quinquennale ; à Moussoro 69kg de mil en février 2016 contre 97 kg par rapport à la moyenne quinquennale ; à Mao, un mouton rapporte 102kg de mil en février 2016 contre 108kg par rapport à la moyenne quinquennale.

En perspective, les ménages de la zone agro-pastorale vendront plus de bétail en 2016 que d'habitude pour couvrir le minimum de leurs besoins alimentaires et combler les déficits de consommation alimentaire plus élevés en 2016.



## VII. Flux commerciaux

Les mesures de sécurité prises par les autorités dans la région du Lac, les nombreux contrôles effectués sur les principaux axes, la baisse du pouvoir d'achat des ménages ont affecté le niveau de l'offre des céréales sèches. Ces facteurs limitent aussi l'ampleur des flux qui auraient pu s'observer entre les nombreuses zones déficitaires et les régions relativement plus excédentaires en cette année de baisse de production. Les flux restent globalement inter-régions avec cependant quelques différences et quelques flux atypiques compte tenu de la période sur certains marchés.

Dans le Sahel ouest, les marchés du Lac sont entièrement alimentés par les céréales locales produites dans la région. Sur les marchés du Kanem et Barh El Gazal, structurellement déficitaires et ayant connu une baisse de production cette année, les céréales proviennent de diverses sources comme en année normale : le maïs provient du Lac, Sila et une grande partie du Cameroun via Moundou, le mil de Gama, Dourbali et autres marchés du Sud (Moundou). Le maïs approvisionnant certains marchés de Hadjer Lamis provient du Cameroun via Moundou. Ces deux dernières années, à la faveur d'un prix plus bas au Cameroun et des conditions sécuritaires peu favorables dans le Lac, il a été noté une présence accrue du maïs provenant du Cameroun sur les marchés du sahel ouest, notamment à Massakory, Ngouri, Mao. Les produits importés tels que le riz, les pâtes alimentaires présents sur ces marchés proviennent de N'Djamena. L'huile végétale et le sucre proviennent du Bénin via Diffa au Niger alors qu'ils transitaient autrefois directement par le Nigeria sur une distance beaucoup plus réduite. Par contre la farine de blé sur les marchés du Kanem et de Bahr El Gazal provient de la Libye.

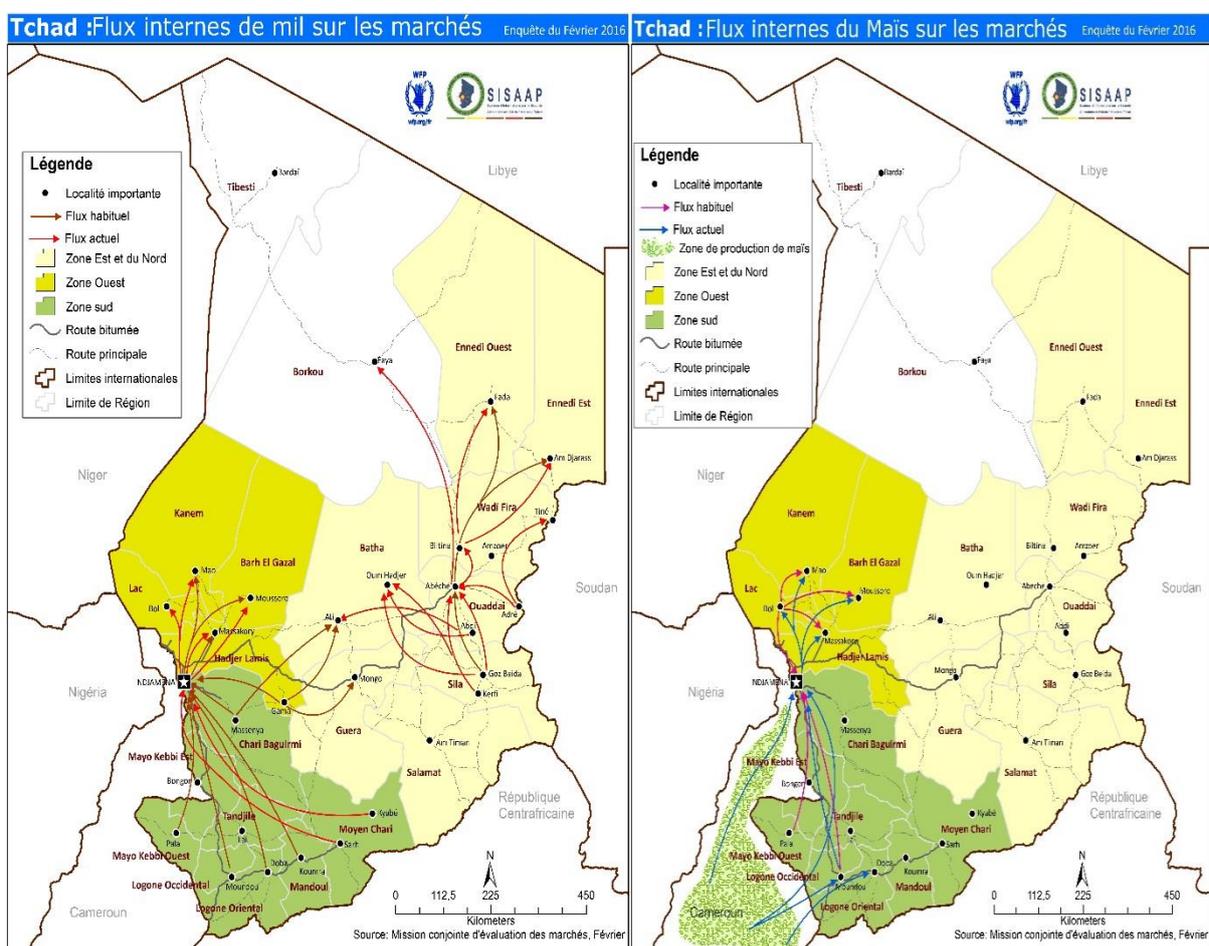
Dans le Sahel Centre, les échanges commerciaux se font entre les marchés d'une même région ou d'un même département mais aussi avec les marchés d'autres régions du pays (zone sahéenne et soudanienne). Les flux sont normaux sur la plupart des marchés, mais on observe une perturbation des flux sur les marchés du Batha, confronté à un important déficit de production. Le maïs présent sur ces marchés vient du Cameroun, alors que par le passé il venait du Lac, ce qui est aussi lié à la situation sécuritaire qui prévaut dans la région. Concernant les flux des produits de rentes (arachides et sésame), dans la région du Guéra, ces produits transitent dans la plupart des cas par la capitale et les régions voisines.

Dans le sahel Est, compte tenu de la situation assez difficile sur certaines parties des zones du Ouaddaï, Wadi Fira et Sila, on assiste d'une année à l'autre à une multiplicité des flux entrant et

sortant, lesquels sont parfois longs mais aussi atypiques par rapport à la période. Les flux inter-régionaux sont faibles, en baisse par rapport à une année normale dans le Wadi Fira. D'une manière générale, les échanges commerciaux se font toujours entre les marchés d'une même région, entre les régions et les échanges transfrontalières avec le Soudan.

Les flux transfrontaliers sont dominés par l'importation des produits alimentaires transformés tels que le riz, les pâtes alimentaires, la farine de blé, l'huile, le sucre en provenance de Soudan, Libye, Niger ou d'autres pays via la ville de N'Djamena. Le circuit Lac – Nigéria étant interrompu, les produits entrant par l'ouest du Tchad transitent par Diffa au Niger. Du Cameroun, y entre aussi le maïs qui, depuis deux ans prend de l'importance en raison de la baisse de production pluviale l'année dernière dans le Lac et de la situation d'insécurité dans cette région. Les exportations de céréales vers le Soudan et le Nigéria n'ont pas été signalées lors de la mission.

Carte 2 : Flux du mil et du maïs entre les différentes régions du Tchad



Source: Analyse données marchés

## VIII. Analyse de la saisonnalité des prix et de l'intégration des marchés

La série des données analysées dans cette section provient de la base de données de FEWS NET. La série va de janvier 2008 à décembre 2015, soit sept années de données.

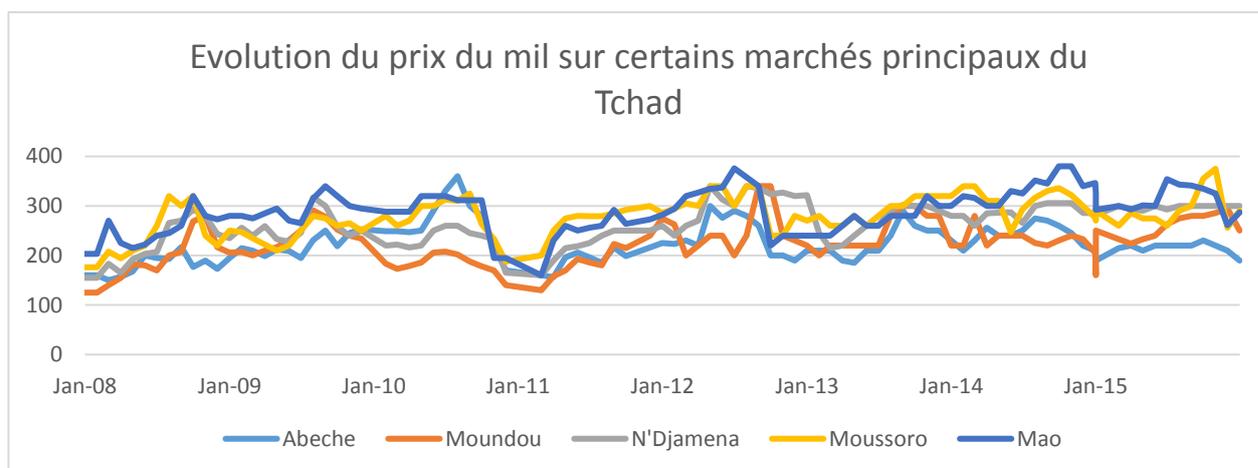
## 1. Tendence des prix du maïs et du mil sur certains marchés du Tchad

Pays généralement autosuffisant sur le plan de la production céréalière, l'inflation des prix en 2008 n'a pas épargné le Tchad à cause de son lien avec ses voisins par des flux vivriers, à travers les importations et les exportations. Depuis lors, les prix des céréales sèches ont gardé une tendance globalement haussière entre 2008 et 2015. Les prix des céréales locales tributaires de la production locale, subissent des fluctuations saisonnières importantes. Pendant les années de consommation 2010-2011 et 2012-2013, on a observé un léger fléchissement des prix suite aux relatives bonnes productions dans le pays. Cependant, les prix se sont maintenus élevés pendant les deux dernières années.

Les prix du mil se situent entre les valeurs minimales à Moundou, zone de production et les valeurs maximales à Mao situé en zone déficitaire. Ceux du maïs varient du plus faible à Bol, base de la production du maïs dans le pays, au plus élevé toujours à Mao.

Dans la plupart des marchés des régions ayant connu des déficits importants de production (Batha, Kanem, Bahr El Ghazal, etc.), les prix des céréales en janvier 2016 sont supérieurs à ceux de l'année dernière et à la moyenne de cinq dernières années à cause de la forte demande saisonnière des ménages.

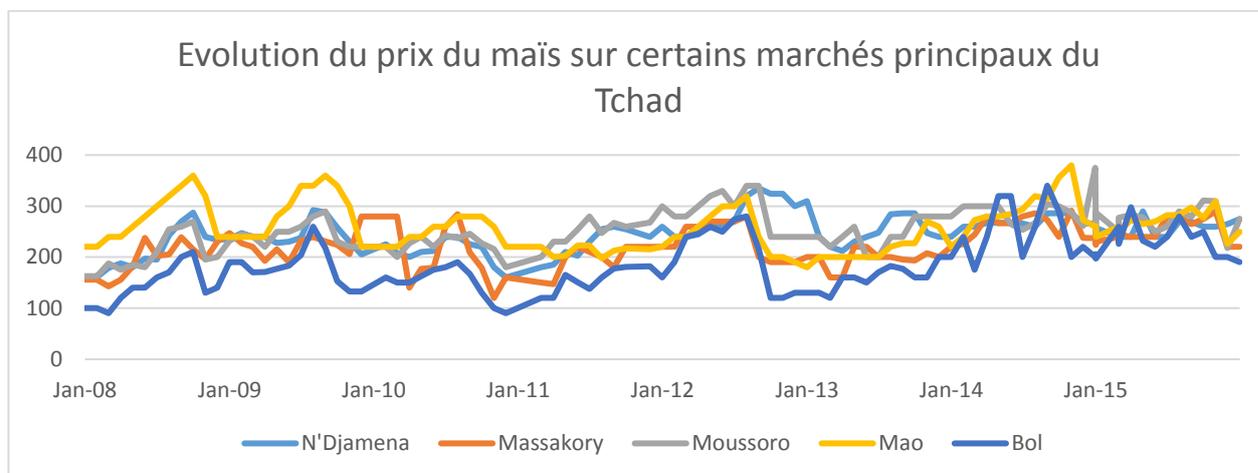
Graphique 3 : Evolution du prix du mil



Dans le Sahel Ouest, l'insécurité due à la secte Boko Haram et les conditions de transport très difficiles impactent également la fluidité des échanges (y compris les importations du carburant pour l'irrigation pendant la culture de contre saison froide) entraînant des hausses des prix des produits alimentaires sur les marchés affectés (Bol, Bagassola, Ngouboua, Tchoukoutalia, Mao, Moussoro, Massakory, etc..). Comparé à la moyenne de cinq dernières années, le prix du maïs a augmenté de 15 pourcent à Bol et 13 pourcent à Moussoro en janvier 2016 (Graphique xx).

Ailleurs, par rapport à la moyenne de cinq dernières années, les prix sont en hausses de 18 pourcent à Ati, de 10 pourcent à Biltine et 10 pourcent à Sarh pour le mil ; de 8 pourcent à Mongo, de 9 pourcent à N'Djamena, de 12 pourcent à Abéché et de 20 pourcent à Biltine et Moundou pour le sorgho et de 16 pourcent à N'Djamena, de 13 pourcent à Moussoro, de 8 pourcent à Sarh, et de 22 pourcent à Pala pour le maïs (Graphique xx).

En perspectives, les prix des céréales resteront en hausse jusqu'à la période de soudure agricole diminuant au fur et à mesure l'accès à la nourriture pour les ménages pauvres dépendant des marchés.

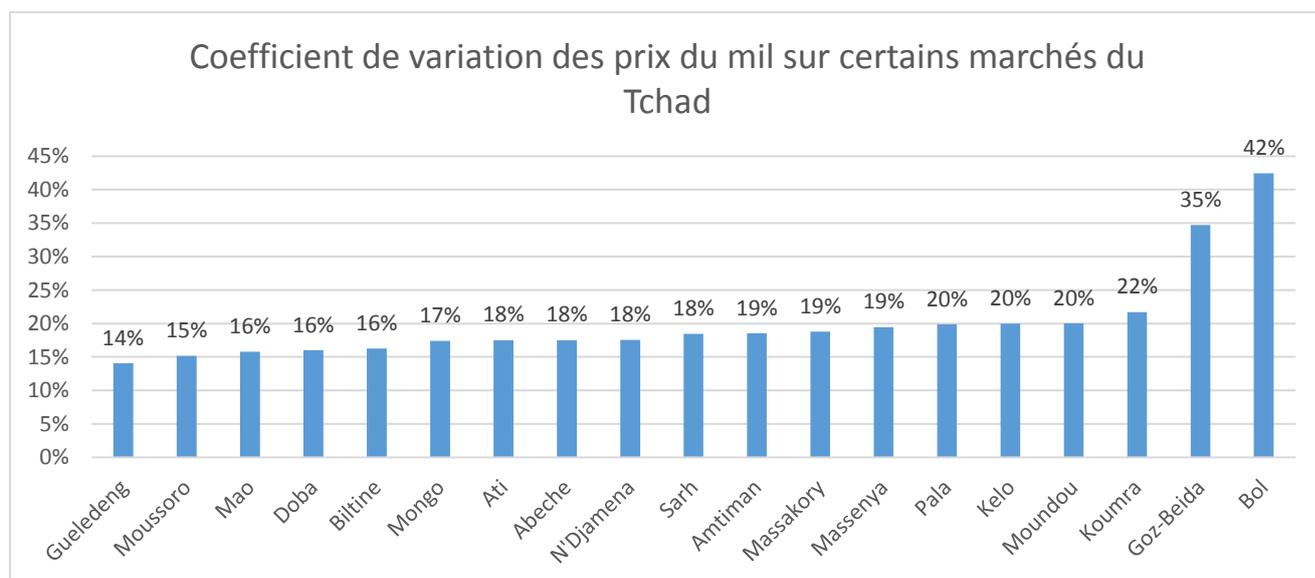


Source: FEWS NET, Février 2016

## 2. Volatilité des prix

L'étude de la volatilité des prix s'appuie sur le coefficient de variation. Plus la valeur de coefficient est élevé, plus cela indique une volatilité plus importante des prix. Les prix augmentent lorsque le marché est tendu et les transferts des zones de surplus vers celles déficitaires ne sont pas suffisamment fluides. Cela résulte d'une mauvaise intégration des marchés. Dans un contexte où les marchés sont suffisamment intégrés, le mouvement des produits d'un marché à un autre permet de contenir des hausses, à moins d'être une situation générale pour l'ensemble du système des marchés.

Graphique 4 : Variation du prix du mil



Source: FEWS NET, Février 2016



production à cause de la pression de la demande des autres marchés, pendant que la diversification des sources d'approvisionnement et l'existence de capacités de stockage sur les grands marchés sahétiens permettent de limiter les fluctuations des prix qui habituellement se forment déjà à de niveaux élevés.

## IX. Structure des marchés et compétitivité entre acteurs

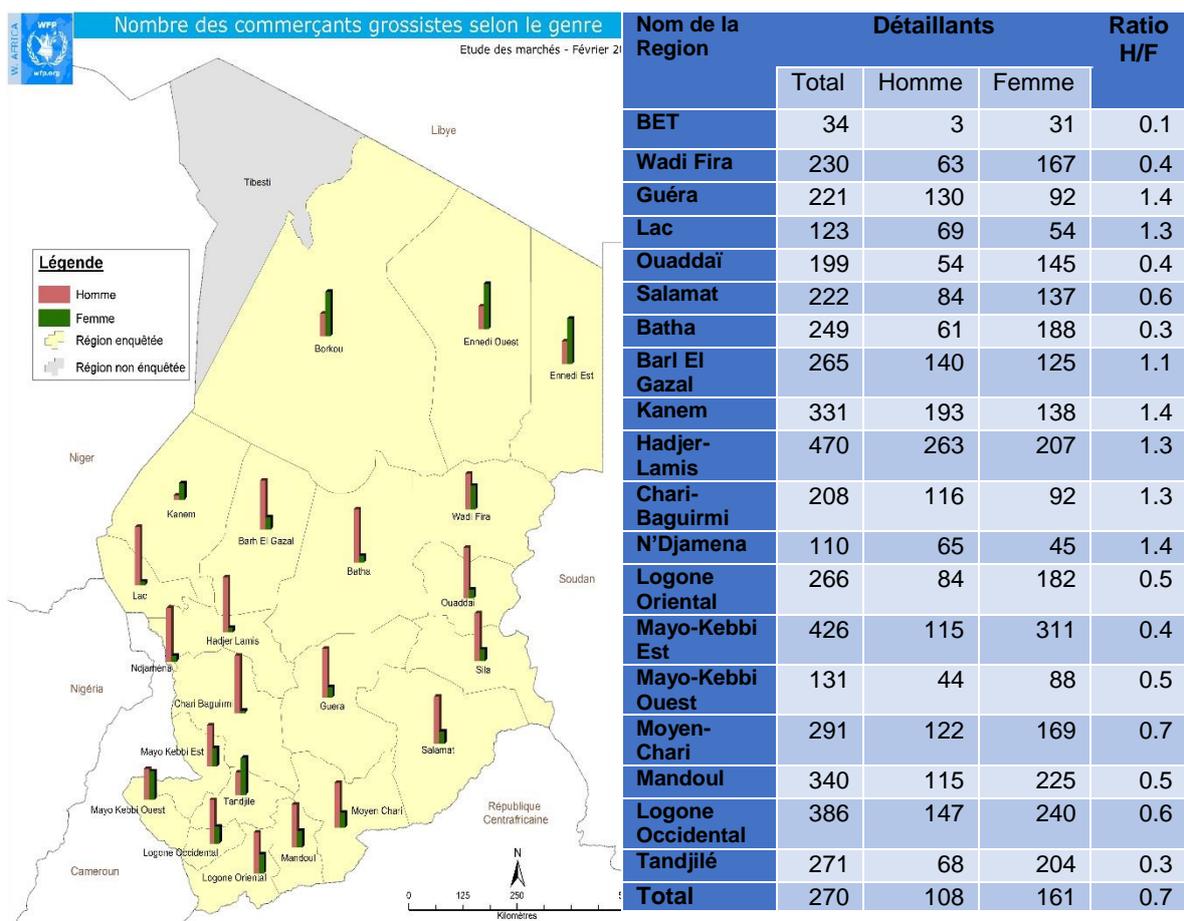
### 1. Taille des marchés

Globalement, le marché céréalier tchadien est de taille moyenne. En moyenne 90 grossistes et 300 détaillants interviennent dans le commerce céréalier. Toutefois, il existe une grande variabilité entre régions et marchés. Les marchés du BET, Wadi Fira sont particulièrement de faible taille. Les marchés secondaires sont, en général animés par un nombre restreint de commerçants, en général des détaillants ou participent aussi de nombreux producteurs. L'inexistence de barrières formelles à l'entrée ou à la sortie du commerce vivrier au Tchad, est un facteur favorable au développement de cette activité. Sur la plupart des marchés visités, la formation des prix est régie par la loi de l'offre et de la demande bien que le faible effectif des commerçants sur certains marchés peut créer des conditions favorables à un contrôle de la part de certains commerçants.

### 2. Genre et marchés

Selon différentes opportunités qu'offre le marché pour réaliser des bonnes affaires ou non, l'implication des femmes et des hommes dans le commerce céréalier peut changer. On constate que sur les marchés où des volumes importants de produits sont échangés, la présence des hommes devient importante. En effet, dans la zone de production du sud qui joue le rôle de transfert des céréales et les importants marchés de consommation, on retrouve 4 à 20 fois plus d'hommes par rapport aux femmes.

Le commerce céréalier au Tchad est dominé par la forte présence masculine, en particulier pour le commerce de gros. Le ratio moyen est de 3.3 homme pour une femme dans le commerce de gros alors qu'il est 0.7 homme pour une femme dans le commerce de détail. Sur la presque totalité des grands marchés de consommation des régions sahétiennes (Barh El Gazal, Kanem, Guéra, N'Djamena), les ratios homme/femme sont élevés, même pour le commerce de détail. Dans la région du Lac et de Chari Baguirmi, le ratio homme/femme dans le commerce de gros est particulièrement élevé, soit 6 à 9 fois la moyenne nationale. Il s'agit de deux zones de production importantes et qui jouent un rôle déterminant dans l'approvisionnement des régions déficitaires du sahel, d'où l'importance des hommes qui ont généralement plus de moyens. Les opportunités de bonnes affaires incitent un plus grand nombre d'hommes à investir leurs ressources dans ces activités vu que ces derniers ont de plus grandes capacités financières. Cette forte présence des hommes, est un indicateur d'une forte influence que ceux-ci pourraient exercer dans cette activité. Par contre sur les marchés des zones de production de la bande soudanienne, le ratio homme/femme est faible, en particulier pour le commerce de détail, ce qui peut s'expliquer par la présence des femmes qui généralement viennent vendre la production du ménage.



Source: Analyse données marchés

Mais l'interaction entre genre et marchés ne concerne pas seulement la participation des hommes ou des femmes aux activités commerciales mais touchent aussi des domaines liés à la prise de décision au sein du ménage sur la façon de conduire ces activités. En effet, l'implication du partenaire dans la prise de décision sur les activités commerciales est assez forte chez les commerçantes comparée aux commerçants. L'enquête a révélé que, pour les commerçants femme, l'influence du partenaire est plus forte que pour les commerçants de sexe masculin. Par exemple, en matière de part de revenu généré par le commerce a consacré à l'alimentation du ménage, chez 8.8% des femmes commerçantes, la décision est prise par le conjoint contre 2.3% chez les hommes commerçants. Il en est de même pour la décision sur où acheter les produits, à quels prix les vendre où la décision est davantage prise conjointement avec le partenaire chez les femmes commerçantes que chez les hommes où la tendance est que l'homme prenne la décision tout seul. C'est plus au niveau des produits à vendre que les femmes commerçantes ont plus de liberté à décider à l'instar des hommes commerçants probablement en fonction de la demande du produit sur le marché.

Tableau 4 : Genre et prise de décision sur les activités commerciales chez les acteurs

Sexe	Vous-même	Partenaire (conjoint)	Vous-même et partenaire ensemble	Autre
Homme	91.00%	2.30%	3.20%	3.50%
Femme	82.00%	8.80%	4.10%	5.10%
<b>Total</b>	<b>86.10%</b>	<b>5.90%</b>	<b>3.70%</b>	<b>4.30%</b>

Source: Analyse données commerçant

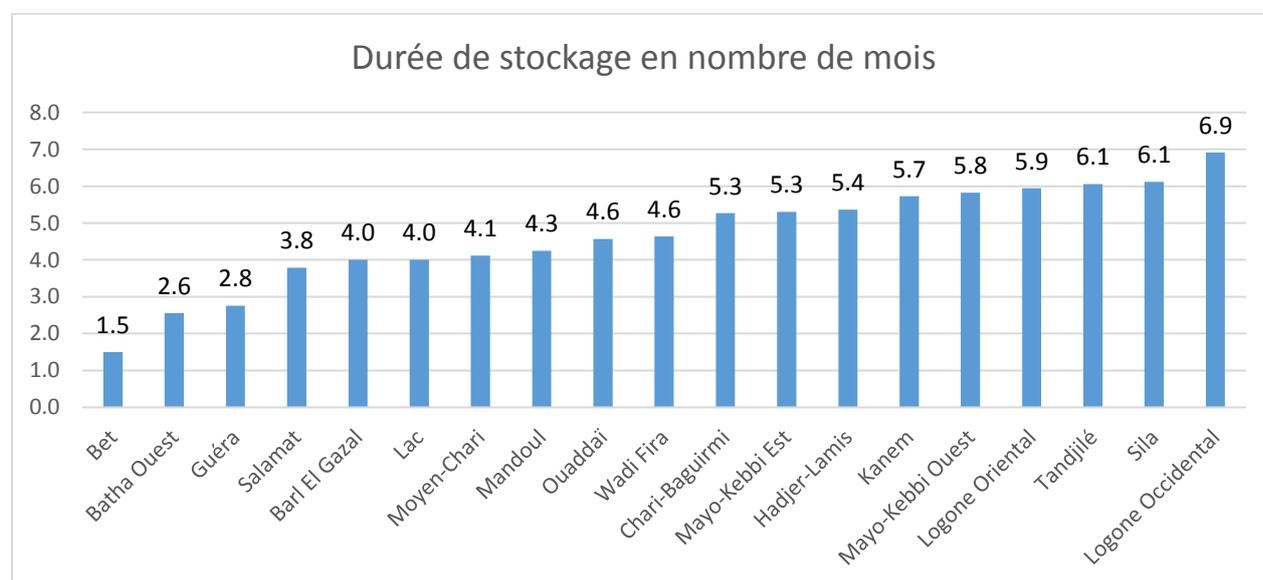
# I. Conditions de mise en place des programmes de transferts monétaires

## 1. Capacité des marchés

Le système bancaire est resté à un état embryonnaire au Tchad. Les établissements bancaires n'existent que dans les grands centres urbains, se limitant en général à quelques chefs lieu des régions administratives. La faiblesse de l'offre de services bancaires dans certaines régions pourrait être liée aux réticences de nature culturelle (l'interdit social de la pratique du taux d'intérêt dans les communautés musulmanes) et à l'ignorance qui limitent les opportunités des banques à réaliser de bonnes affaires. Cette faible implantation des services bancaires limite à son tour l'accès au crédit par les opérateurs économiques désireux d'augmenter le volume de leurs activités commerciales ce qui a d'importantes conséquences sur le développement du commerce dans certaines zones. L'accès au crédit formel représente moins de 1% des commerçants enquêtés. La plupart autofinance leurs activités (70%) ou font recours aux fournisseurs (7%) ou aux parents et amis (10%).

Sur 15% des marchés qui sont pour la plupart des marchés secondaires où les commerçants n'ont pas un accès facile aux services bancaires et où leurs propres capacités à financer les activités sont limitées, on a noté une diminution des infrastructures de stockage par rapport à l'année dernière. Les capacités de stockage ont augmenté sur 37% des marchés. Les investissements en matière d'infrastructures, nécessaires pour le renforcement des capacités de stockage se réalisent mieux sur les marchés de plus grande taille.

Graphique 5 : Durée de stockage pour les ventes futures chez les grossistes



Source: Analyse données marchés

Les capacités de stockage sur les marchés vont de 3 tonnes à Kalait en zone saharienne à 7 500 tonnes à Moundou en zone soudanienne. Les grands marchés de consommation ou ceux qui jouent un rôle de transfert vers d'autres marchés, disposent d'une forte capacité de stockage, se situant à plus de 2 000 tonnes. La faible capacité de stockage sur les marchés visités fait que certains commerçants soit ne disposent pas de stock (11%), soit stockent leurs produits à domicile (22%).

Dotés de faible capacité de stockage, sur la plupart des marchés, les volumes stockés et les délais de stockage sont réduits. La durée moyenne de stock varie de 1 à 6 mois avec une moyenne de 4 mois. Le graphique ci-dessous indique que la durée de stockage est en général plus élevée dans les zones de production et faible dans les zones déficitaires. Bien que les marchés dans les zones déficitaires reconstituent leur stock tôt au moment où les prix sont faibles, ces stocks ne pourraient pas approvisionner les marchés jusqu'à la période de soudure. Ces marchés fonctionnent en flux tendu au mois près, dépendant régulièrement des flux venant des marchés des zones de production.

## **2. Accès au marché (physiques, entraves, type de route, etc.)**

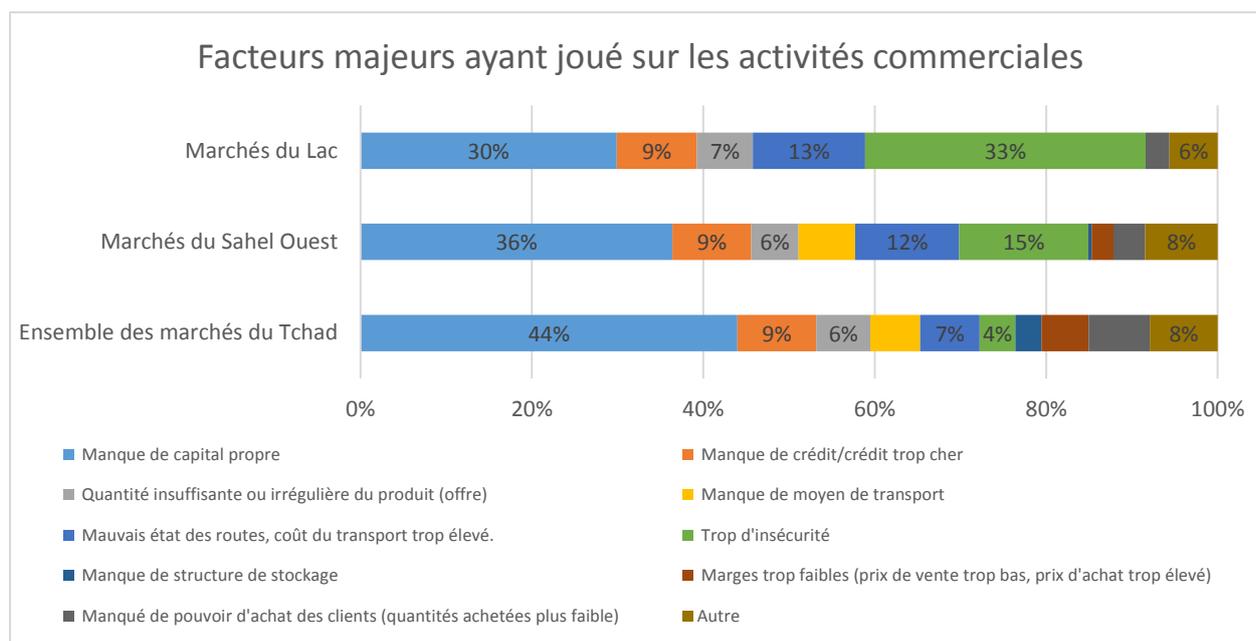
En dehors de l'axe principal reliant le sud à partir de Sarh au nord (Abéché) via N'Djamena, le réseau routier du Tchad est constitué des pistes aménagées, non bitumées. Les villes de Sarh, Moundou, Kelo, Bongor, N'Djamena, Massakory, Mongo, Abéché sont celles qui sont bien desservies tout le long de l'année à cause de cette route bitumée qui les traverse. Ces marchés entretiennent des échanges réguliers entre eux tout le long de l'année favorisant ainsi un approvisionnement plus régulier. En dehors de ces principaux centres, les conditions météorologiques jouent fortement sur la communication entre la plupart des autres villes du Tchad entre juin – septembre. Le coût de transport augmente en général sur les axes secondaires du pays, passant parfois du simple en saison sèche au double en saison des pluies. Ces charges supplémentaires supportées par les commerçants sont répercutées sur les prix aux consommateurs. Le délai de réapprovisionnement augmente également en saison sèche limitant la capacité de réponse des commerçants à une hausse de la demande.

Les barrières de contrôle érigées par les autorités administratives et militaires pour contrôler les activités des éléments de la secte Boko Haram ne sont pas sans effet sur le trafic des hommes et des marchandises y compris les céréales sèches locales. En effet, depuis l'implantation des mesures suite aux attaques qu'a connues le Tchad, on note une multiplicité des barrières le long des grands axes. Sur l'axe N'Djamena – Karal, on dénombre 4 fois plus de postes de contrôles par rapport à l'année passée. Bien que l'objectif de ces barrières ne soit pas de contrôler les marchandises, il arrive régulièrement que des frais soient payés par les transporteurs. De plus, des fouilles régulières effectuées à l'entrée des marchés jouent sur la fréquentation et l'approvisionnement correct des marchés.

## **3. Contraintes à la bonne marche des activités commerciales**

La première contrainte au bon fonctionnement des marchés est le manque de capital propre ce qui est en lien avec le manque d'opportunité d'accès aux crédits bancaires ceci est d'autant vrai que 9% des commerçants dans l'ensemble des marchés du pays ont exprimé le manque de crédit/crédit trop cher comme facteur impactant les activités commerciales. Toutefois, le manque de capital propre est moins ressenti comme problème dans le sahel ouest (36%) et dans la région du Lac (30%) que pour l'ensemble du pays (44%). A l'inverse, l'insécurité a plus d'impacts sur le commerce céréalier dans la région du Lac (33%) et dans le sahel ouest (15%) que sur les autres marchés plus éloignés de la frontière nigérienne. Par ailleurs, le mauvais état de la route et le coût de transport a aussi un impact important sur l'ensemble des marchés du sahel ouest (12% dans les quatre régions et 13% dans le Lac). Ceci peut être aussi en lien avec la situation sécuritaire qui a conduit à la mise en place de plusieurs barrières de contrôle qui a renchéri le coût de transport.

Graphique 6 : Facteurs jouant sur les activités commerciales

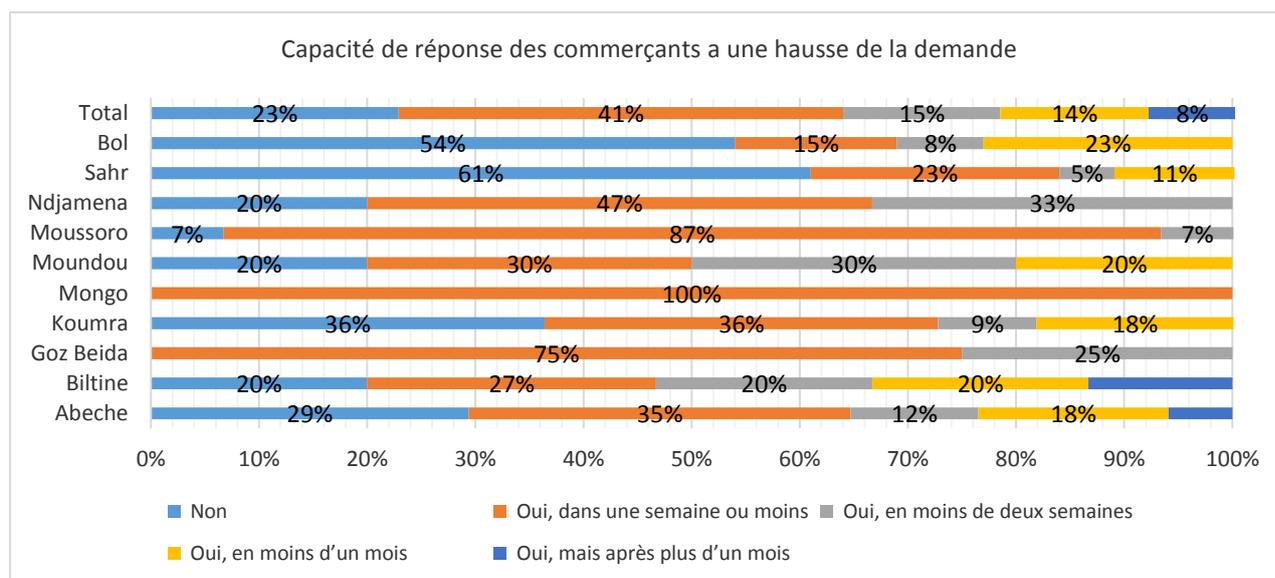


Source: Analyse données commerçant

#### 4. Capacité de réponse à une hausse de la demande

Sur le graphique ci-dessous présenté, globalement un commerçant sur trois, ne dispose pas de capacité à réagir à une hausse de 100% de la demande. C'est sur les marchés de Sarh (61%) et Koumra (36%) que les commerçants disent le plus ne pas être en mesure de satisfaire une demande additionnelle, pourtant tous deux sont des marchés qui comptent un grand nombre de commerçants grossistes et situés dans une zone de production au sud du pays. Sur les autres marchés les plus importants du pays, la proportion des commerçants qui ne disposent pas de capacité à réagir à une hausse de la demande est faible, moins de 20%. A Mongo (100%), Moussoro (87%) et Goz Béida (75%) des commerçants disent répondre à une hausse de la demande dans un délai d'une semaine ou moins.

Graphique 7 : Capacité de réponses des commerçants

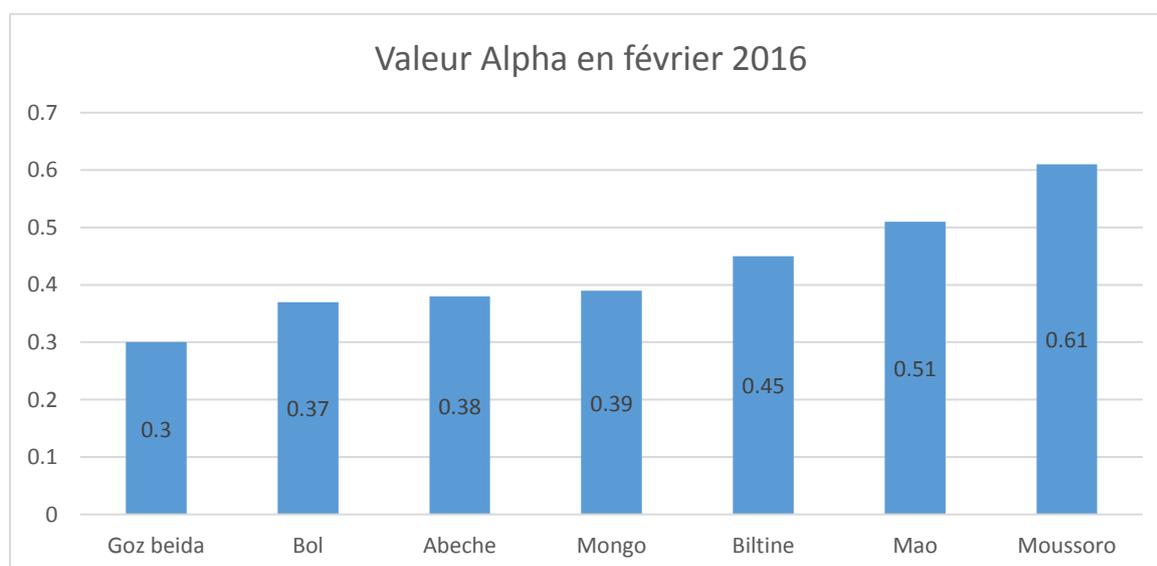


Source: Analyse données commerçant

## 5. Coût et efficacité des transferts monétaires

La valeur alpha, exprimant le rapport des prix d'un panier alimentaire sur le marché local au coût de la distribution des mêmes denrées en aide alimentaire, permet d'évaluer le coût des transferts monétaires par rapport à une distribution de vivres. La valeur alpha est calculée ici pour un panier alimentaire comprenant 13,5 kg de sorgho, 3 kg de légumineuse (haricot) et 0.75 kg d'huile mensuel. La valeur alpha ainsi calculée pour le mois de février 2016, indique que le marché est une meilleure option de réponse comparé à l'aide alimentaire. Les études réalisées en 2012 à l'est du Tchad, avaient aussi montré que les valeurs alpha étaient favorables aux transferts monétaires, même pendant la période de soudure.

Graphique 8 : Valeur Alpha sur certains marchés du Tchad.



Source: Analyse données PAM – FEWS NET, Février 2016

La valeur alpha est présentée figure 13 pour sept marchés du sahel indique qu'il est entre 2 à 3 fois moins cher pour une distribution cash que de vivres. Sur les marchés du sahel ouest, en particulier dans les régions du Kanem représentée par Mao et la région de Barh El Gazal représenté par Moussoro, les valeurs Alpha sont plus élevées indiquant que le gain d'un passage des distributions de vivres aux distributions de cash est plus faible. Pour le reste des marchés de cet exemple, les distributions de cash coûtent moins chères que les distributions de vivres.

## Conclusion et recommandations

La baisse de la production agricole et la crise Boko Haram à l'ouest du Tchad ont eu un impact négatif sur le fonctionnement des marchés céréaliers et à bétail au Tchad. En effet, la baisse de la disponibilité locale et les mesures locales visant à contenir la menace des éléments de la secte Boko Haram a perturbé les échanges entre les marchés locaux et renchéries les prix au consommateur. Par ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages éleveurs a négativement été affectée par l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base alors que ceux du bétail n'a cessé de baissé. Les flux de céréales en provenance du Cameroun, en particulier le maïs, ont joué un rôle important dans l'approvisionnement des marchés et ont permis de contenir quelque peu la baisse de la production agricole dans le Lac au cours de l'année passée et les effets de la crise Boko Haram.

Cette étude a aussi permis de comprendre que le niveau d'intégration des marchés est resté bas bien qu'il existe de plus en plus d'échanges entre certains marchés des deux bassins commerciaux avec l'amélioration des voies de communication. La diversification des sources d'approvisionnement avec des prix différents, les faibles capacités des acteurs (l'accès au crédit formel est très faible), les spéculations commerciales (variations importantes des marges) en fonction des opportunités pourraient constituer les trois principaux facteurs de différenciation des prix d'un marché à un autre.

Bien que la disponibilité locale soit en baisse, certains marchés disposent de potentialités pour accueillir des programmes de transferts monétaires. Ces marchés de Bol, Baga Sola, Mao, Moussoro, Mongo, Abeche, Biltine, Moundou disposent en effet de bonne capacité de stockage, d'un niveau de stock relativement bon, les commerçants disposent de capacité de réponse à une hausse de la demande avec de délai relativement court et les circuits d'échanges restent actifs tout le long de l'année.

Etant donné que la baisse des productions agropastorales, la hausse des prix des céréales et la détérioration des termes de l'échange bétail/céréales limitent l'accès alimentaire de nombreux ménages pauvres, il est recommandé à l'Etat et ses partenaires techniques et financiers de :

- ✓ Appuyer les ménages agropasteurs de la bande sahéenne et particulièrement ceux du Batha avec du complément d'aliment de bétail pendant la période de soudure Pastorale;
- ✓ Organiser la vente à prix modères des céréales dans les départements en situation de crise et au profit des ménages en insécurité alimentaire ;
- ✓ Redynamiser autour du SISSAAP, le suivi régulier et rapproché des marchés agricoles et de bétail pour alerter sur les éventuelles anomalies.